

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(12^e édition. – Décembre 2005)

AVENANT DU 29 JUIN 2005

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2005

(LIMOUSIN)

NOR : ASET0551179M

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction du Limousin (UNICEM Limousin), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

La fédération de l'industrie du béton ;

Le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées ;

Le syndicat des industries françaises des fibres-ciments ;

L'association syndicale professionnelle minéraux industrie-France, pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

L'union départementale CFTC de la Haute-Vienne ;

La section fédérale régionale Limousin Force ouvrière,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, para-

graphe *b* et *c*, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, et à l'accord national du 23 janvier 1992, instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent avenant concerne les industries entrant dans le champ d'application de la convention collective du 22 avril 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Limousin, constituée par les 3 départements suivants : Creuse, Corrèze, Haute-Vienne.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992, les salaires minimaux de qualification servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté et sont fixés aux valeurs suivantes :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE MINIMAL (en euros)
OM	120	3,25
OS 1	130	3,52
OS 2	140	3,79
OS 3	150	4,06
OQ 1	160	4,33
OQ 2	170	4,60
OQ 3	185	5,01
OHQ	200	5,41
Chef d'équipe	225	6,09

Article 4

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux valeurs fixées ci-après :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE MINIMAL (en euros)
OM	120	8,03
OS 1	130	8,07
OS 2	140	8,14

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE MINIMAL (en euros)
OS 3	150	8,26
OQ 1	160	8,36
OQ 2	170	8,50
OQ 3	185	8,70
OHQ	200	8,85
Chef d'équipe	225	9,17

Article 5

Détermination des salaires minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature, ou autres, accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

a) Les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;

b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;

c) Les majorations pour heures supplémentaires ;

d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;

e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;

f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2005.

Les parties signataires conviennent d'un commun accord de se revoir au cours d'une réunion prévue le 5 juillet 2006.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi de la Haute-Vienne. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 8

Dépôt

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Haute-Vienne et un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de la Haute-Vienne.

Fait à Limoges, le 29 juin 2005.

(Suivent les signatures.)